



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC (SERVICES)**

**Contrat de concession pour l'organisation du Concours général agricole (CGA)  
(Hors organisation logistique des finales sur le Salon international de  
l'agriculture)**

**PROCEDURE DGPE-2025-059**

**PHASE CANDIDATURES**

**Règlement de la consultation (RC)**

**Date limite de remise des candidatures : 22/08/2025 17h00.**

Pendant la phase de consultation, les candidats doivent impérativement faire parvenir leurs éventuelles questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## Table des matières

Préambule – Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations .....	3
Section 1 - Éléments de présentation générale .....	4
Section 2 - Objet de la concession .....	6
Section 3 - Identification de l'autorité concédante .....	7
Section 4 - Procédure .....	7
Section 5 – Code CPV .....	7
Section 6 – Lieu d'exécution de la concession .....	7
Section 7 - Durée de la concession .....	7
Section 8 – Traitement de données à caractère personnel .....	7
Section 9 – Résiliation de la concession .....	9
Section 10 – Valeur du contrat .....	11
Section 11 – Documents remis aux candidats .....	11
Section 12 – Modalités de retrait des documents de la consultation .....	12
Section 13 – Organisation et calendrier prévisionnel de la consultation .....	13
Section 14 – Motifs d'exclusion .....	13
Section 15 – Modalités de présentation de la candidature .....	14
Section 16 – Retrait du dossier et réponses aux questions posées par les candidats ....	17
Section 17– Vérification des conditions de participation – Motifs d'exclusion .....	17
Section 18– Date limite de réception des candidatures .....	21
Section 19 – Modalités de dépôt des candidatures et des offres .....	21
Section 20 – Modalités de sélection des candidatures .....	24
Section 21 – Modalités de sélection des offres .....	24
Section 22 - Négociations .....	26
Section 23– Langue .....	26
ANNEXES .....	27

## Préambule – Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations

Dans le prolongement des avancées de la loi n° **2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes**, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) est engagé dans une démarche en faveur de la diversité professionnelle et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. A ce titre, le MASA poursuit les objectifs suivants :

- Assurer l'exemplarité de l'État dans l'application des principes d'égalité et de diversité ;
- Faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes et la diversité au sein de la communauté de travail du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ;
- Promouvoir l'égalité filles-garçons et la lutte contre les discriminations dans l'enseignement agricole ;
- Faire progresser l'égalité réelle en agriculture et dans les entreprises agricoles.

Dans le cadre de cette démarche, le MASA a obtenu les labels « Diversité » et « Egalité » décernés par l'Agence française de normalisation (AFNOR). Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers.

Le MASA souhaite que l'ensemble de ses fournisseurs et partenaires soient sensibilisés à cette démarche et qu'ils s'engagent en faveur de la promotion de la diversité, de la prévention de toutes les formes de discrimination ainsi que pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Aussi, dans le cadre de la procédure référencée **DGPE-2025-059 (contrat de concession pour l'organisation du Concours général agricole (hors organisation logistique des finales sur le Salon international de l'agriculture de Paris))**, le concessionnaire et ses éventuels sous-traitants seront tenus de remplir un questionnaire relatif à leurs actions en matière d'égalité et de diversité, lors de l'attribution provisoire du marché en ligne sur la plate-forme gratuite [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com), puis de le mettre à jour chaque année

Il est précisé que les informations issues de ce questionnaire ne sont pas prises en compte pour la sélection des candidatures, conformément aux dispositions du code de la commande publique. En revanche, il s'agit d'une condition pour l'attribution définitive de la concession à l'opérateur retenu.

A titre supplémentaire, les candidats sont invités à transmettre toute information portant sur les bonnes pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ou la prévention des discriminations et la promotion de la diversité au sein de l'entreprise.

## Section 1 - Éléments de présentation générale

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2019-900 du 28 août 2019 relatif au concours général agricole : « Le concours général agricole a pour objet de récompenser chaque année les produits et animaux issus du terroir français présentant un niveau qualitatif élevé, ainsi que la maîtrise et la mise en œuvre de pratiques ou l'acquisition de connaissances particulières dans le domaine agricole. Il participe à l'encouragement des producteurs, au soutien et au développement économique des filières agroalimentaires et à la mise en valeur de la formation des professionnels des secteurs agricole et agroalimentaire ». L'article 2 du même décret dispose que « Le concours général agricole est organisé par le ministère chargé de l'agriculture ».

Le concours général agricole (CGA) reflète la grande diversité des productions agricoles et agroalimentaires sur le territoire français. Il est composé des concours suivants :

- le **CGA animaux reproducteurs** qui comprend les concours ovins, porcins, bovins, caprins, asins, équins, canins et félins. Il rassemble annuellement environ 1 500 éleveurs et 2 500 animaux ;
- le **CGA produits et vins** qui rassemble environ près de 7 300 produits répartis en 20 concours produits (apéritifs, bières, charcuteries, cidres et poirés, confitures, eaux-de-vie, épices, huile de noix, jus de fruits, miels, mistelles, produits de l'aquaculture, produits issus de palmipèdes gras, produits laitiers, produits oléicoles, rhums et punches, viande, volailles, choux de la choucroute et pain) et près de 13 000 vins de 105 appellations différentes appartenant à 14 régions viticoles et organisé autour de 30 comités de pré-sélection en régions. Environ 6 000 producteurs participent à ce concours, générant plus de 20 000 échantillons prélevés dans les régions de production. Environ 25% des produits et 30% des vins sont médaillés.
- le **CGA jeunes professionnels**, ouvert aux élèves, étudiants, apprenants de l'enseignement agricole et aux jeunes professionnels de l'agroalimentaire, qui a vocation à mobiliser les établissements d'enseignement agricole et les jeunes et à récompenser les meilleurs d'entre eux pour leurs aptitudes. Certains de ces concours contribuent au renforcement des actions de coopération internationale menées par certains établissements d'enseignement agricole. Le CGA jeunes professionnels comprend 7 catégories :
  - le **concours de jugement d'animaux par les jeunes** comprend 6 catégories : caprins, équins, bovins, ovins, races allaitantes et races laitières ;
  - le **trophée international de l'enseignement agricole** valorise les enseignements en matière de manipulation des bovins en toute sécurité et les qualités de communication en vue du trophée. Il comprend 2 sections pour les races laitières, 2 sections pour les races allaitantes et une section pour les établissements étrangers.
  - le **challenge Equi-trait-jeunes** est conçu comme un support pédagogique pour les établissements d'enseignement agricole ;
  - le **challenge caprin inter-lycées** a pour objectif de promouvoir les lycées agricoles proposant une formation ou une spécialisation caprine ;
  - le **trophée canin inter-lycées** a pour objectif de promouvoir les lycées agricoles proposant une formation ou une spécialisation canine ;

- le **concours des jeunes professionnels du vin**, ouvert aux jeunes français et européens a pour objectif de sensibiliser les jeunes de l'enseignement agricole, hôtelier et commercial, ainsi que les jeunes producteurs de vins, à l'importance de la dégustation dans la pratique de leur métier.
- le **concours des jeunes jurés des pratiques agro-écologiques** contribue à la transition de l'agriculture vers des modes de production agro-écologiques dans les établissements agricoles,
- le **CGA des pratiques agro-écologiques** composé de deux concours : « **prairies et parcours** » et « **agroforesterie** ».

Des assesseurs supervisent les différentes étapes des concours, des pré-sélections éventuelles à l'enregistrement des résultats, dans leurs aspects organisationnels. Ils font scrupuleusement respecter le règlement du CGA et réfèrent des problèmes rencontrés au commissaire général. Ils encadrent les jurés et les stagiaires.

Les stagiaires assistent les assesseurs dans leurs tâches de gestion des échantillons et des doubles, de service auprès des tables de jurés et d'organisation de jurys. En 2025, ces stagiaires provenaient d'AgroParisTech et de BTS des lycées agricoles.

Les jurés reçoivent des cadeaux pour leur participation. En 2025, le montant moyen de ceux-ci était d'environ 5€ par juré.

Les concours CGA animaux reproducteurs et CGA jeunes professionnels sont organisés dans l'espace du Salon international de l'agriculture (SIA) ouvert au grand public, ce qui contribue à l'attractivité de ce salon. Les finales du CGA produits et vins sont également organisées au SIA (interdites d'accès au public) et précédées pour les concours vins et Armagnac de pré-sélections locales. Le CGA des pratiques agro-écologiques est organisé en région et la remise des prix se fait sur le SIA.

Le CGA est reconnu par le grand public et les professionnels comme le concours officiel agricole et agroalimentaire français de référence. Une enquête réalisée en avril 2024 montre qu'environ 84% des lauréats sont satisfaits de leur participation au CGA et ont déjà participé aux 2 éditions précédentes. Pour l'essentiel d'entre eux, le CGA contribue à la promotion des producteurs français, fournit des repères de confiance aux consommateurs et soutient le développement des filières agricoles. Leur objectif au travers du CGA est de communiquer sur leur savoir-faire et la qualité de leurs produits, être repérés par les consommateurs et stimuler leurs ventes. Enfin, 46% comptaient s'appuyer sur la médaille pour stimuler leurs ventes. Les médailles valorisant les lauréats du CGA sont des marques déposées à l'INPI sous les numéros 15715048, UK00915715048, 15714983, UK00915714983, 15708142 et UK00915708142.

Ainsi, le CGA constitue une mission de service public de valorisation et de promotion des filières agricoles bénéficiant tant aux participants des différents concours, en particulier aux éleveurs et aux producteurs de produits et de vin qui valorisent, en tirant profit de la visibilité et de l'attractivité de cet événement, leurs activités et leurs productions, qu'au grand public qui améliore sa connaissance du patrimoine agricole et profite des activités de promotion des filières agricoles, de la mise en avant des animaux et des produits de l'agriculture qui participent au CGA.

Un tableau de données historiques d'organisation du CGA est fourni en annexe 1.

## **Section 2 - Objet de la concession**

Le contrat a pour objet l'organisation des éditions 2026 à 2030 du Concours général agricole, selon les modalités définies par le cahier des charges référencé DGPE-2025-059.

### Section 3 - Identification de l'autorité concédante

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire  
Direction Générale de la performance économique et environnementale des entreprises 3 rue de Barbet de Jouy  
75349 PARIS 07

Représentée par Monsieur Philippe Duclaud habilité par le décret du 23 novembre 2022 portant nomination du Directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises (JORF n°0272 du 24 novembre 2022), ou son représentant.

### Section 4 - Procédure

Il s'agit d'un contrat de concession de services passé en application de l'article R3121-5 du Code de la commande publique.

### Section 5 – Code CPV

Code CPV	Intitulé :
79956000-0	Services d'organisation de foires et d'expositions
03000000-1	Produits agricoles, de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture et produits connexes

### Section 6 – Lieu d'exécution de la concession

La prestation s'exécute en France (i) au niveau local pour certains concours du CGA produits et vins, du CGA pratiques agro-écologiques et du CGA jeunes professionnels, et (ii) au Parc des expositions de la Porte de Versailles, à PARIS (75015), pour les finales du CGA animaux reproducteurs, du CGA jeunes professionnels et du CGA produits et vins à l'exception du concours viandes et charcuteries chaudes qui lui se déroule au centre de formation des bouchers et charcutiers (CEPROC) à PARIS (75019) (iii).

### Section 7 - Durée de la concession

Le présent contrat prend effet à la date de sa notification et couvre les éditions 2026 à 2030 du CGA.

### Section 8 – Traitement de données à caractère personnel

## Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).



Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère chargé des comptes  
publics 59, boulevard Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13  
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,  
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

[le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr)

**Base juridique du traitement** : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

**Finalité du ou des traitements** : suivi de la présente procédure de passation.

**Destinataires ou catégorie de destinataires** : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'autorité concédante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation** : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## Section 9 – Résiliation de la concession

L'autorité concédante jouit du pouvoir de résilier unilatéralement un contrat de concession dans le respect des dispositions des articles L3136-1 à L3136-6 du Code de la Commande Publique. Elle peut notamment décider de prononcer la résiliation unilatérale du contrat de concession pour :

- en cas de force majeure,
- des causes extérieures à la volonté des parties : motif d'intérêt général,
- des causes en lien avec l'exécution du contrat : manquements graves aux obligations contractuelles de la part du concessionnaire.

Les modalités de résiliation sont fixées par la convention de concession signée entre l'autorité concédante et le titulaire.

## Section 10 – Valeur du contrat

La valeur totale du contrat se compose :

- des recettes perçues des droits d'inscription aux concours du CGA produits et vins,
- des recettes liées au mécénat des concours des jeunes professionnels et des pratiques agro-écologiques
- des recettes liées à l'utilisation des marques liées au CGA mentionnées à l'annexe 4 du cahier des charges.

Les droits d'inscription aux concours produits se composent d'un droit de dossier et d'un droit par échantillon. Une réduction des droits de dossier est consentie pour les entreprises dont le chiffre d'affaires justifié est inférieur à 450 000 € HT.

Les droits d'inscription aux concours vins se composent des droits par échantillon dont le montant est fixé par tranche : taux plein pour 1 à 5 échantillons présentés et réductions croissantes sur l'ensemble des échantillons présentés pour 6 à 10 échantillons présentés, 11 à 15 échantillons présentés, 16 à 20 échantillons présentés et plus de 20 échantillons présentés.

Les montants des droits d'inscription et les taux de réduction appliqués sont fixés par le concessionnaire dans les fourchettes prévues au point E du cahier des charges référencé DGPE-2025-059 et sont révisés annuellement en référence à l'évolution de l'indice brut des prix des produits agricoles à la production (source Agreste)<sup>1</sup>.

L'Etat n'envisage aucun versement de concours publics au futur concessionnaire.

## Section 11 – Documents remis aux candidats

Les documents remis aux candidats sont :

1. Le présent Règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Données historiques sur l'organisation du CGA
  - Annexe 2 : Cadre de réponse phase candidatures
2. Le Cahier des charges référencé DGPE-2025-059 et ses annexes :
  - Annexe 1 : Règlements des éditions 2024 et 2025 du CGA
  - Annexe 2 : Modèle de règlement local pour le CGA vins
  - Annexe 3 : Modèles de règlements locaux pour le CGA Pratiques Agroforesterie
  - Annexe 4 : Biens de retour (annexe publiée lors de la phase offres)
  - Annexe 5 : Annexe financière
  - Annexe 6 : Attendus relatifs au restaurant des médaillés et au foodtruck

---

<sup>1</sup> <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/IPPAP/detail/>

Ces documents sont téléchargeables sur le site internet [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous le numéro de référence attribué par la personne publique **DGPE-2025-059**.

## **Section 12 – Modalités de retrait des documents de la consultation**

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)), sous la référence DGPE-2025-059.

Le dossier de consultation est téléchargeable jusqu'à la date limite de remise des candidatures. Le contenu du dossier de consultation (DCE) mis en ligne sur la plate-forme dédiée aux marchés publics de l'État (PLACE) est susceptible de faire l'objet de modifications jusqu'à six jours avant la date limite de remise des plis ; les candidats sont invités à consulter la PLACE et les mails transmis automatiquement par celle-ci à chaque modification.

## Section 13 – Organisation et calendrier prévisionnel de la consultation

En application des dispositions du code de la commande publique relatives aux contrats de concession, la présente consultation comporte :

1. Une phase candidature, objet du présent règlement de consultation, qui permet à l'acheteur de déterminer les candidats admis à présenter une offre.
2. Une phase offre avec les seuls candidats admis à présenter une offre. Les modalités de remise des offres seront précisées dans le règlement de consultation de la phase offre.

**Le calendrier prévisionnel** est le suivant :

- ✓ Remise des candidatures : 22 août 2025
- ✓ Analyse des candidatures et sélection des candidats admis à présenter une offre : 25 août
- ✓ Publication de la phase offre : 26 août
- ✓ Remise des offres : 12 septembre
- ✓ Phase(s) de négociations (possibilité à la discrétion de l'autorité concédante) : 15 au 24 septembre
- ✓ Analyse des offres négociées : 24 septembre au 3 octobre
- ✓ Attribution de la concession et rejet des offres non retenues : 6 octobre
- ✓ Délai de suspension : jusqu'au 17 octobre
- ✓ Notification de la concession et début effectif du contrat : 20 octobre

Ce calendrier est donné à titre purement indicatif et peut faire l'objet de modifications que les candidats ne pourront contester.

Les candidats devront remettre dans un premier temps, dans le délai fixé dans le présent règlement de la consultation, un dossier de candidature contenant diverses pièces administratives.

Dans un second temps, les candidats admis à présenter une offre seront destinataires d'un courrier qui précisera la date limite de remise des offres et des pièces attendues.

## Section 14 – Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'autorité concédante, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou

encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

## **Section 15 – Modalités de présentation de la candidature**

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE

- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2. Ils doivent par ailleurs fournir le cadre de réponse complété (annexe 2).

Candidature sous forme de Document unique de marché européen électronique (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requise en cochant uniquement la partie IV du DUME — α « indication globale pour tous les critères de sélection ».

Les entreprises de création récente peuvent justifier de leurs capacités par tout autre moyen jugé approprié par l'acheteur.

Le candidat devra compléter les rubriques suivantes :

✓ APTITUDE

Présentation des moyens humains et matériels mobilisables par le candidat pour assurer la continuité du service public.

✓ CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

- la partie IV - B 1a : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices ;
- la partie IV — B 2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

✓ CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

- la partie IV - C 1b) pour les marchés publics de fournitures et de services : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans.

Candidature avec les formulaires DC1-DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement. Le document est téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>



Les candidats renseignent les parties du DC2 correspondant aux éléments exigés dans le DUME.

## **Section 16 – Retrait du dossier et réponses aux questions posées par les candidats**

Le retrait du dossier de consultation peut être effectué jusqu'à la date limite de remise des candidatures.

Les documents de la consultation mis en ligne sur la PLACE sont susceptibles de faire l'objet de modifications jusqu'à six jours avant la date limite de remise des plis ; les candidats sont invités à consulter la PLACE et les courriels transmis automatiquement par celle-ci à chaque modification.

Des questions de nature technique ou administrative peuvent être posées par les candidats sur la plate-forme internet dédiée aux marchés publics de l'État (« PLACE ») jusqu'à dix jours avant la date limite de remise des plis.

L'administration s'engage à répondre par écrit aux questions et aux demandes de renseignements complémentaires déposées sur la plate-forme dédiée aux marchés publics de l'État au plus tard six jours avant la date limite de remise des plis.

## **Section 17– Vérification des conditions de participation – Motifs d'exclusion**

Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les documents justificatifs concernant les conditions de participation ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion, sont demandés par l'acheteur au plus tard avant l'envoi de l'invitation à remettre une offre.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des

administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

#### Vérification des motifs d'exclusion

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes

les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication aux candidats. Les moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner sont :

- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).

- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ;

- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;

- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale ;

- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :

- o certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

- o certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance

- o pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de

sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

**- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :** un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article 51 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

**- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :** Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :

a) une copie de la déclaration à l'inspection du travail conformément à l'article L.1262-2-1 du code du travail ; b) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné à l'article R.1263-2-1 du code du travail ; c) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la DIRECCTE, conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

**- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :** Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Le cas échéant, l'acheteur exige que le soumissionnaire établi hors de France joigne une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue.

Motif d'exclusion lié au non-respect de l'obligation des entreprises d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'autorité concédante, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'autorité concédante, celle-ci se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

## **Section 18– Date limite de réception des candidatures**

La date limite de réception des candidatures est fixée au 22 août 2025 17h00.

## **Section 19 – Modalités de dépôt des candidatures et des offres**

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la plate-forme "PLACE" à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Assistance

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;

- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

#### Dépôt des plis et accusé de réception

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats

images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

#### Horodatage

Les candidatures transmises sont horodatées. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

#### Copie de sauvegarde

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté  
Alimentaire SG / SAFSL / SDLP  
Bureau de la Commande Publique et des Achats  
78 rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP

Personnes à contacter :

- Valérie BRIONNE - Téléphone : 01 49 55 60 86

- Victorien CHANTELOUP – Téléphone :

01 49 55 54 68 Mail :

[bcpa.sdlp.safsl.sg@agriculture.gouv.fr](mailto:bcpa.sdlp.safsl.sg@agriculture.gouv.fr)

- [victorien.chanteloup@agriculture.gouv.fr](mailto:victorien.chanteloup@agriculture.gouv.fr)

r

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## **Section 20 – Modalités de sélection des candidatures**

L'autorité concédante doit s'assurer, au regard des éléments demandés à la section 15, que les candidats :

- sont aptes à exercer l'activité objet du contrat,
- justifient de la capacité économique et financière nécessaire à l'exécution de la mission concédée,
- font preuve d'une capacité technique et professionnelle appropriée.

Après examen de la capacité et des aptitudes des candidats, l'autorité concédante dresse la liste des candidats admis à participer à la suite de la consultation.

## **Section 21 – Modalités de sélection des offres**

*Nota : Les modalités de sélection des offres seront détaillées dans le document suivant : Règlement de la consultation, référence DGPE-2025-059, Phase offres.*

### **Informations complémentaires**

Le concessionnaire peut bénéficier d'un droit d'utilisation des marques et des autres biens immatériels détenus par l'autorité concédante dont l'utilisation serait nécessaire à la réalisation des activités concédées, dont les conditions pourront être précisées par conventions avec l'autorité concédante.

### **Documents à remettre à l'autorité concédante**

Dans le cadre de la sélection du concessionnaire du service public d'organisation du Concours général agricole, la réponse du soumissionnaire admis à présenter une offre devra contenir :

1. Note de cadrage explicitant en quoi le candidat sera à même d'exécuter la mission de service public du CGA dans ses dimensions de promotion des savoirs et savoir-faire agricoles et agroalimentaires, d'émulation de l'excellence y compris à des fins pédagogiques et de création de valeur dans une perspective nationale et internationale.
2. Montants des droits d'inscription au concours CGA produits et vins.
3. Note de présentation (i) de l'organisation opérationnelle du CGA pour l'ensemble des concours et leurs différentes phases, décrivant l'ensemble des interactions avec les différents acteurs et partenaires et indiquant le budget prévisionnel des différentes



prestations demandées et (ii) de l'équipe comprenant les CV et expériences détaillées des agents mobilisés pour l'exécution de la mission concédée ;

4. Note présentant les engagements du candidat, sur toute la durée du contrat, pour optimiser la qualité du service rendu aux usagers à destination tant des participants au CGA (producteurs jeunes professionnels, commissaires, jurés, stagiaires) que des clients des services de restauration : accueil des différents participants, accueil des clients, stratégie de communication à leur égard, stratégie d'utilisation des marques, continuité du service et valorisation des participants...
5. Note présentant la stratégie du candidat concernant la trajectoire économique de la concession notamment par de nouvelles inscriptions au CGA avec un prévisionnel d'inscriptions supplémentaires escomptées et la manière dont l'évolution du nombre d'inscrits pourrait participer à l'amélioration du CGA sur la durée du contrat.

### Critères d'attribution de la concession

Chaque offre sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

CRITÈRES	
Dans l'ordre décroissant d'importance	
Compréhension du besoin et de la mission de service public : 25%	
Montant des droits d'inscription aux concours (droits de dossiers et droits d'échantillons) : 25%	
<i>(Les propositions les plus proches du montant inférieur des fourchettes seront les mieux notées)</i>	
Organisation mise en place (moyens humains mobilisés, schéma d'organisation) : 20%	
Dispositions prises pour optimiser la qualité du service rendu aux usagers : 20%	
Trajectoire et rentabilité économique de la concession : 10%	

Les critères techniques seront jugés en attribuant des notes de 0 à 5. Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

Méthode de notation du critère sur les montants des droits d'inscription :

Note = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x note max

## Section 22 - Négociations

À la suite d'une première analyse des offres, l'autorité concédante se réserve le droit de négocier, en une ou plusieurs phases de discussion, avec au maximum les deux opérateurs économiques dont les offres ont été jugées les plus satisfaisantes au regard des critères d'attribution et ceci en application de l'article R. 3124-1 du code de la commande publique. Les opérateurs retenus dans le cadre des négociations doivent impérativement se rendre disponibles sur les plages de négociations prévues dans le calendrier prévisionnel.

L'autorité concédante se réserve le droit d'attribuer la concession sur la base des offres initiales, sans négocier.

## Section 23– Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.  
En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## **ANNEXES**

- Annexe 1 : Données historiques sur l'organisation du CGA
- Annexe 2 : Cadre de réponse phase candidatures